

Paul Magnette «Aux entrepreneurs maintenant de se bouger!»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Paul Magnette passe à la seconde étape. Après avoir présenté, il y a quelques jours, le nouveau plan Marshall chargé de redresser l'économie de la Wallonie, le ministre-président socialiste de la Région wallonne lance un appel aux forces vives du sud du pays: *«Il faut maintenant que tout le monde se saisisse de ce plan. Les entrepreneurs doivent se bouger et lancer des projets.»*

Votre gouvernement vient de lancer le nouveau plan Marshall. Qu'attendez-vous maintenant des entrepreneurs?

Il manque, en Wallonie, des personnes qui osent lancer leurs projets et qui développent des applications chez nous et non en Californie. Le plan Marshall a été fait avec les partenaires sociaux en fonction de leurs attentes. C'est un texte qui a été conçu avec les secteurs. Toute personne qui veut investir en Wallonie doit maintenant se saisir de ce plan et de ses outils.

La faiblesse du tissu PME est-elle le principal handicap de la Wallonie?

Oui, nous connaissons nos faiblesses. Nos forces aussi. On sait qu'on a rattrapé le train européen au niveau de la croissance. Même chose au niveau du taux de création d'emplois et de la R & D. Nos principales faiblesses restent effectivement au niveau du taux de création d'entreprises. Le nombre de PME est encore trop bas. Il faut améliorer l'esprit d'entreprise. Le deuxième défi est la croissance de nos PME. Elles ne sont pas assez nombreuses et n'ont pas une taille suffisamment grande. Si on arrive à la fois à maintenir les secteurs industriels comme la Sonaca ou Alstom, les nouveaux secteurs comme les biotechs, et consolider le tissu des PME, on aura réussi.

Y a-t-il assez d'argent pour investir? Le cas de Mithra montre que beaucoup d'investisseurs viennent de Flandre.

Je le constate également à Charleroi, la ville que je connais le mieux. Ce n'est qu'un retour historique logique. Il y a une forte prospérité qui a été produite en Wallonie. Cette prospérité n'a pas été réinjectée en Wallonie quand la région était en crise. La Flandre a eu, elle, très tôt un patriotisme économique. Elle a créé des banques. Ces banques ont créé des groupes financiers qui ont réinjecté de l'argent dans l'économie flamande. La Wallonie est restée dans l'idée que le centre financier est Bruxelles. Elle n'a pas fait cet effort de construction endogène comme la Flandre. La Wallonie a donc dû constituer ses outils financiers comme la Sowalfin, la SRIW. Non pas par préférence idéologique, mais on n'avait pas de KBC wallonne.

Tout cela prend du temps, beaucoup de temps...

C'est incontestable. Mais qu'on cesse, en Wallonie, de tout attendre du politique. C'est un problème culturel wallon.

Pourquoi l'assistanat public est-il trop ancré dans les mœurs?

Ce n'est pas de l'assistanat mais de l'accompagnement sans lequel beaucoup de choses ne se seraient pas faites. Tous les entrepreneurs reconnaissent que cet accompagnement était nécessaire. L'action publique a été efficace dans des entreprises comme la Sonaca, Techspace Aero ou la FN. Si on n'était pas intervenu, dans quel état serait la Sonaca aujourd'hui? L'accompagnement des entreprises privées a compensé l'absence d'un secteur financier propre.

Manque-t-il aujourd'hui du patriotisme économique wallon?

C'est un peu fort de dire qu'il manque de patriotisme. Mais reconnaissons que le politique a écouté les partenaires sociaux et a conçu un plan Marshall qui répond à leurs attentes. Un milliard par an est injecté dans l'innovation pour redresser la Wallonie. Il faut maintenant que tout le monde se saisisse de ce plan. Les entrepreneurs doivent se bouger et lancer des projets. J'ai le sentiment que cet effet d'entraînement arrive. Beaucoup de grands patrons veulent faire bouger les choses en Wallonie. Et ce n'est pas par opportunisme.

L'année 2025, et la baisse des transferts nord-sud, est-ce un objectif pour remettre la Wallonie en ordre?

Il faut que la Wallonie soit prête. Ce sentiment d'urgence doit se développer dans toute la société sans stress et sans inquiétude. On a vraiment le bon cap. Le plan Marshall 4.0 doit susciter un engouement. Tout le monde doit se sentir concerné. Les secteurs de la distribution ou de la construction sont concernés par ce plan. La révolution numérique concerne autant le marchand de chaussure de la rue du centre-ville que des grands groupes. Le petit détaillant de quartier qui ne développe pas la vente en ligne va disparaître.

Vous parlez d'urgence?

Ce sentiment d'urgence doit se diffuser dans la société wallonne. Les jeunes doivent maîtriser les langues et l'informatique. Les politiques ont fait ce qui leur était demandé depuis longtemps. Les entrepreneurs, les PME et les gens qui se forment doivent maintenant se saisir de ce plan. On a connu cet engouement en Flandre dans le milieu des années 90. La Flandre a rattrapé la Wallonie fin des années 60 mais c'est débuté qu'on a eu une vraie révolution culturelle en Flandre. Tout est devenu «Vlaams». Je ne

vois pas cela comme un mouvement nationaliste, mais comme l'appropriation d'un projet collectif.

Il manque un projet collectif wallon?

Cela démarre tout doucement. Je ne veux pas faire du nationalisme wallon. Je veux vivre dans une Belgique fédérale. Par contre, il faut une fierté collective wallonne. Un sentiment de participer à un projet collectif est important en Wallonie. On doit mettre plus en avant la Wallonie. Les gens ne doivent pas être chauvins, mais ils doivent être fiers de participer à une Région qui bouge.

Êtes-vous d'accord avec Christophe Collignon (député PS, NDLR) quand il dit qu'être ministre, cela doit être sa seule activité?

Je suis d'accord sur le fait que quand on est ministre, on doit pleinement se consacrer à sa fonction, ce que je fais. Je suis bourgmestre empêché de Charleroi. Je ne fais pas de tâches opérationnelles de bourgmestre à Charleroi. Je suis néanmoins demandeur de clarifications. Je ne suis pas pour le fait qu'un ministre démissionne de sa fonction de bourgmestre quand il a été élu, mais il faut qu'on codifie cela: un bourgmestre empêché peut-il porter l'écharpe, occuper un bureau à l'hôtel de ville?

Le ministre cdH Maxime Prévot se dit favorable à l'arrivée d'un partenaire privé dans le capital de la Sofico. Partagez-vous sa position?

Je n'ai pas de tabou. Ce qui compte, c'est qu'on ait un service public de qualité à un coût raisonnable. Je ne vois pas cela comme un débat entre le privé et le public.

La sortie de Laurette Onkelinx sur un péage kilométrique pour les voitures à Bruxelles, cela a dû vous énerver?

Je comprends l'enfer que représente Bruxelles pour les automobilistes. Je suis prêt à discuter d'un péage à Bruxelles, mais pas en Wallonie. À l'inverse, je discute avec mes collègues bruxellois pour reconcentrer vers la Wallonie certains services comme des bâtiments de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin de décongestionner la capitale. Il faut avoir un dialogue avec Bruxelles pour avoir une meilleure articulation avec la Wallonie.

Bart De Wever a dit qu'il ne négocierait plus jamais avec le PS. Et vous, jamais avec la N-VA?

Ce n'est pas démocratique comme attitude. La question est de se dire ce qu'on négocie avec eux. Soyons très clair, je ne souhaite pas négocier avec la N-VA. Le gouffre est assez profond entre les deux programmes. Il faut cependant tenir compte des résultats électoraux. Le PS a toujours dit qu'il ne négocierait jamais avec l'extrême droite. La

N-VA est un parti de droite. Il flirte avec des propos xénophobes à certains moments mais ce n'est pas un parti d'extrême droite. La N-VA est peut-être amenée à devenir la CDU de Flandre.

Mais si la N-VA devient cette union chrétienne-démocrate, les choses vont être

plus difficiles pour le retour du PS dans une majorité fédérale

Certainement... Mais on ne doit pas mettre d'exclusives. Un parti comme le nôtre n'a pas vocation à être dans l'opposition. Un Wallon sur trois vote PS, un Bruxellois sur quatre.

Une large partie de la population attend de nous que nous prenions nos responsabilités. Nous faisons une opposition constructive. Elio Di Rupo vient par exemple de présenter le tax shift du PS.

Elio Di Rupo a-t-il assez de crédibilité pour mener l'opposition alors qu'il a été Premier ministre?

Il a une expérience politique que plus personne n'a dans ce royaume. Il est un atout majeur. Je le consulte régulièrement et en plus, il a une popularité en Wallonie et à Bruxelles qui ne se dément pas.

Avec sa taxe sur les millionnaires, le PTB marche sur vos plates-bandes.

Nous avons discuté avec le PTB au moment de former le gouvernement. Nous avons eu l'impression d'entendre des stalinien des années 50. Ils ont une vision archaïque de la gauche. Par contre, les idées avec lesquelles ils essayent de se renouveler viennent du patrimoine historique du socialisme. Mais contrairement au PS, le PTB ne modernise pas ces idées. Il les fige dans une conception vieillotte.

LES PHRASES CLÉS

«La Wallonie a dû constituer ses outils financiers non pas par préférence idéologique, mais on n'avait pas de KBC wallonne.»

«La N-VA est peut-être amenée à devenir la CDU de Flandre.»

«Je suis prêt à discuter d'un péage à Bruxelles, mais pas en Wallonie.»

«Je ne veux pas faire du nationalisme wallon. Je veux vivre dans une Belgique fédérale. Par contre, il faut une fierté collective wallonne.»